

Ouganda

En 2010, l'économie ougandaise a été confrontée à des chocs internes et externes. Sa croissance s'est établie à 5.1 %, du fait de la faiblesse de la demande globale et de la demande extérieure pour les exportations traditionnelles. La croissance devrait progresser légèrement à 5.6 % en 2011, grâce à la reprise de la demande régionale et à l'amélioration des perspectives économiques mondiales.

Le classement général *Doing Business* de la Banque mondiale a rétrogradé l'Ouganda de six places sur 2009 pour le ranger en 112^e position. Les limites de l'accès au crédit, l'insuffisance des transports et des infrastructures énergétiques et le cadre réglementaire déficient du secteur privé représentent des freins importants. L'Ouganda a atteint la cible des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) concernant la réduction de moitié de la population vivant sous le seuil de pauvreté.

Les principaux partenaires émergents en 2009 ont été les Émirats arabes unis (EAU) ; la Chine ; Hong-Kong, Chine ; Singapour et l'Inde, les trois premiers représentant 29 % du volume total des Investissements directs étrangers (IDE) en 2009. Les partenaires émergents en Asie et au Moyen-Orient représentent 13 % des recettes des exportations ougandaises et 57 % des importations.

L'économie ougandaise a enregistré une croissance plus faible en 2010, à 5.1 %, du fait du recul de la demande globale, concentrée sur la consommation privée, et d'une demande extérieure faible pour les exportations traditionnelles, particulièrement le café. Malgré ces diminutions, la demande régionale d'exportations ougandaises est restée forte. Les recettes à l'export ont légèrement reculé, de 2.9 milliards de dollars (USD) au cours de l'exercice 2008/09, à 2.8 milliards en 2009/10. Le niveau des envois de fonds des expatriés, bien qu'inférieur à 2008/09 (883 millions USD) était de 820 millions en 2009/10, ce qui est supérieur aux sources de devises traditionnelles que sont le café et le tourisme. Les revenus de ces deux derniers ont atteint 262 millions USD et 400 millions USD respectivement en 2009/10. La poursuite des investissements publics dans les infrastructures et la reprise mondiale devraient stimuler la croissance à court et moyen terme. Les perspectives à court terme pour le pétrole et le gaz demeurent incertaines du fait des litiges entre le gouvernement et les sociétés d'exploration pétrolière. Le taux de croissance réel du Produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre 5.6 % en 2011 et 6.9 % en 2012, grâce à la croissance de la demande régionale et aux meilleures perspectives mondiales.

En 2010, la croissance a été essentiellement tirée par les télécommunications, les services financiers, le bâtiment et travaux publics (BTP). Les services, d'une part, l'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche et la chasse, d'autre part, qui comptent respectivement pour 54.4 % et 24.8 % dans le PIB, ont affiché une croissance inférieure. La progression des télécommunications a été soutenue par la diffusion de la téléphonie mobile, alors que celle du secteur financier a été dynamisée par l'octroi d'une licence à une nouvelle banque commerciale et l'expansion des institutions financières existantes, tant en termes de taille que de réseau. Le rebond de la production alimentaire et des pêcheries a été contrebalancé par la baisse de la croissance des cultures de rapport que sont le café et le coton, ce qui a conduit à la stagnation du secteur agricole. Dans la période récente, le recul de la part de l'agriculture dans le PIB a pour causes une faible productivité, une valeur ajoutée limitée et un défaut de commercialisation. Côté demande, la croissance est essentiellement due à la consommation privée et à l'augmentation des investissements, mais avec des niveaux plus faibles qu'en 2009. Les projections pour la consommation privée et les investissements font état d'une croissance à nouveau en baisse en 2011 mais d'une reprise en 2012.

L'inflation a fortement chuté, de 13.4 % en 2009 à 7.3 % en 2010, conséquence de la baisse des prix des denrées alimentaires résultant de conditions météorologiques favorables, qui ont elles-mêmes entraîné une augmentation de la production alimentaire. D'après les prévisions, cette tendance se poursuivra en 2011 et 2012. La politique monétaire restera orientée à moyen terme vers un recul de l'inflation avec pour objectif de la ramener à un taux de 5 %. Quant à la politique budgétaire, elle demeurera expansionniste en conformité avec la politique gouvernementale d'investissements publics dans les infrastructures, dont les routes et l'énergie. Les recettes fiscales devraient se rétablir avec l'amélioration des perspectives économiques et les excédents tirés des gains de productivité de l'administration fiscale, même si ceux-ci ne suffisent pas à couvrir la baisse des dons. Le déficit budgétaire global (dons inclus) exprimé en pourcentage du PIB devrait donc se creuser en 2011. La position extérieure a été affaiblie par la chute des recettes d'exportations des cultures traditionnelles, notamment du café. Les réserves de change, qui couvrent actuellement un peu moins de cinq mois d'importations, devraient rester saines, en partie grâce à l'achat hebdomadaire de devises par la Banque centrale.

Le secteur social a aussi connu une nette amélioration, avec une réduction du taux de pauvreté, qui est passé de 31 % en 2005/06 à 23 % en 2009/10, malgré l'aggravation des inégalités de revenus. L'éducation progresse, grâce à des programmes d'enseignement primaire et secondaire pour tous. On constate, en revanche, une stagnation, voire une régression de certains indicateurs liés à la santé. Les contraintes principales pesant sur la croissance sont la médiocrité des infrastructures, l'insuffisance des services financiers offerts au secteur privé et la faiblesse de la gestion du secteur public et de l'administration. Le plan national de développement (*National Development Plan - NDP*) lancé récemment devrait fixer un ordre de priorité dans les réformes pour remédier à ces problèmes. En 2009, les principaux partenaires émergents de l'Ouganda ont été la Chine, Hong Kong, l'Inde, Singapour et les Émirats arabes unis (EAU). Les EAU, la Chine et Hong Kong ont représenté 29 % du total des Investissements directs étrangers (IDE) en 2009, dont 54 % en fonds propres. L'essentiel de ces IDE s'est concentré sur trois secteurs : la finance, avec les assurances et les services aux entreprises; les industries de transformation; le commerce de gros et de détail, la restauration, l'hôtellerie et le tourisme. Les partenaires émergents d'Asie et du Moyen-Orient ont assuré 13 % des recettes d'exportations ougandaises et 57 % des importations.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	5.3	5.1	5.6	6.9
Inflation IPC	13.4	7.3	4.1	5.1
Balance budgétaire % PIB	0.1	-1.8	-2.5	-3.9
Balance courante % PIB	-3.7	-9	-10.3	-10.8

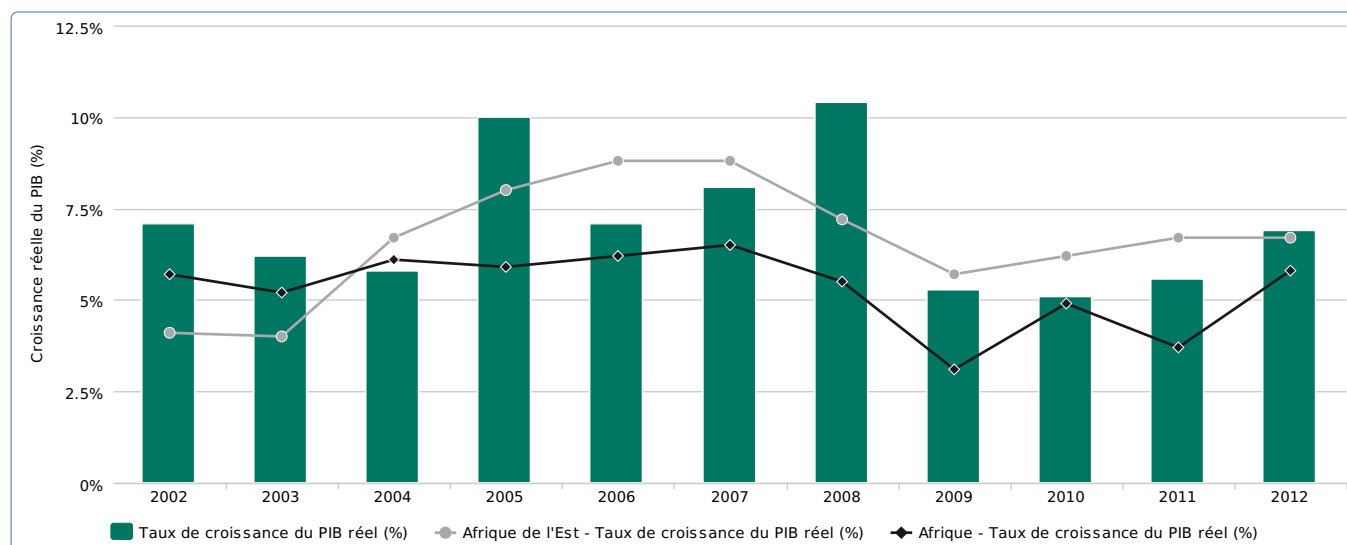
Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1)/juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414877>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412521>